



Rapport de Gestion

Exercice terminé le 30 septembre 2009

Les commentaires et analyses par la direction se rapportent à la situation financière et aux résultats d'exploitation de Corporation Power Tech inc. (TSX-V : PWB) (« la Société » ou « Power Tech ») et visent à aider le lecteur à mieux comprendre ses activités et les faits saillants de ses résultats financiers. Cette analyse est préparée conformément au Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue et doit être lue conjointement avec les états financiers consolidés et les notes afférentes pour l'exercice terminé le 30 septembre 2009. Les états financiers consolidés de Corporation Power Tech inc. pour l'exercice terminé le 30 septembre 2009 ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR). Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens. À travers ce document, les termes « nous », « Corporation », « Société » et « Power Tech » réfèrent à Corporation Power Tech inc. Les états financiers ainsi que le rapport de gestion ont été révisés par le comité de vérification et approuvés par les membres du conseil d'administration.

Pour plus d'information sur la Société, veuillez accéder au compte SEDAR de la Société (www.sedar.com).

Description des activités

Power Tech est la seule compagnie sur le marché mondial qui fabrique et commercialise un godet à percussion qui s'adresse aux industries de la construction, de la démolition, de l'aluminium, des mines, du forage de tunnels, de la foresterie et militaire. Le godet à percussion de Power Tech, commercialisé sous les marques « PicBucket[®] » et « PicHammer[®] », représente une technologie qui combine la puissance d'un marteau hydraulique à la force d'arrachement et la maniabilité d'un godet conventionnel.

La Société détient les brevets liés à la technologie utilisée pour développer le PicBucket[®]. Le PicBucket[®] est un godet auquel est jumelée une puissance de percussion et auquel on ajoute des outils interchangeables permettant d'assurer une performance et une fonctionnalité maximale pour des travaux spécifiques. Cette combinaison innovatrice d'un godet et d'un marteau hydraulique devrait permettre à la Société de se positionner dans l'industrie de l'excavation puisqu'à ce jour, aucun équipement n'a pu offrir les caractéristiques de performance combinées offertes par cette technologie.

Vue d'ensemble et perspectives

Power Tech a débuté la livraison d'unités dans le cadre de l'entente signée en 2007 avec NPK. Même si l'intégration a été plus longue et le volume d'affaires moins élevé que prévu, la Société est satisfaite du progrès réalisé. Stratégiquement, la Société a décidé de se concentrer sur ses ententes OEM actuellement signées plutôt que de commercialiser son produit directement sur le marché. Certaines séries continueront toutefois d'être vendues directement par Power Tech. En raison de la crise financière qui affecte de façon importante le marché de la construction, il est actuellement difficile de prévoir les revenus futurs pour le prochain exercice. Ainsi, la Société a réduit ses coûts d'opérations et continuera d'appuyer sa croissance sur la signature de nouvelles ententes OEM. La Société travaille toujours à identifier des partenaires financiers et stratégiques.

Faits saillants de l'exercice 2009

- Power Tech a signé une lettre d'intention visant l'acquisition de la totalité des actions émises et en circulation d'une entreprise nord-américaine (la « Cible »), laquelle fournit des pièces d'usure pour la machinerie lourde vouée aux industries de la construction, agricole et autres. Le prix de la transaction en trésorerie est évalué à 3,8M \$, dont 3,3M \$ payables à la date de règlement de la transaction et 0,5M \$ sous forme de solde de prix d'achat couvrant les ajustements des frais de clôture, les frais de représentation et de garantie. La Société émettra également 1 500 000 actions ordinaires lors du règlement de la transaction. Une contrepartie conditionnelle de 200 000 \$ à être réglée en actions ordinaires de la Société pourrait également être ajoutée selon la performance financière de la cible. En raison de la nature de la transaction, le nom de la Cible ne sera dévoilé qu'au moment de la clôture de la transaction.
- Power Tech a vendu, au cours de l'exercice 2009, ses premières unités de la série 5000.
- Power Tech a expédié ses premières unités en Arabie Saoudite (ventes directes) et en Europe via son distributeur européen Montabert (entente OEM).
- Power Tech a conclu un placement privé (le « Placement »), sans l'entremise d'un courtier, par l'émission de 6 842 500 unités pour un montant total de 648 250 \$. Le produit du Placement a été affecté à la poursuite des activités de commercialisation et au fonds de roulement de la Société.
- La Société a renégocié une débenture existante pour un montant de 600 000 \$ comparativement à un montant de 400 000 \$ l'année dernière, comprenant la conversion d'intérêts de 100 000 \$ ainsi qu'une injection de nouveaux capitaux de 100 000 \$.

Renseignements financiers choisis

	2009 \$	2008 \$
Ventes	951 551	1 455 279
Perte nette	(1 573 999)	(3 066 529)
Perte de base et diluée par action	(0,04)	(0,08)
Actif total	1 253 450	1 834 855
Dette à long terme	3 785 382	2 743 783
Stocks	395 773	615 854
Trésorerie et équivalents de trésorerie	329 944	370 821

Résultats d'exploitation

Le total des revenus générés durant l'exercice 2009 est de 951 551 \$ provenant de la vente de PicBuckets® et de leurs outils et accessoires comparativement à 1 455 279 \$ générés pendant l'exercice 2008. Les ventes ont connu une diminution par rapport à l'année précédente en raison du déclin prononcé des ventes d'accessoires aux États-Unis.

La marge brute s'est établie à 344 459 \$ pour l'année, ce qui représente 36,2% des revenus comparativement à 471 291 \$ ou 32,4% en 2008. La marge brute s'est améliorée cette année en raison de l'impact favorable du taux de change sur les ventes en devises étrangères. Une marge brute convenable a aussi été réalisée sur la vente d'unités de la Série 5000, série qui est pourtant produite à faible volume. Les coûts directs inclus au coût des marchandises vendues se sont élevés à 547 663 \$ pour l'année, correspondant à une marge brute de 42,4% comparativement à 904 146 \$ ou 37,9% pour la même période en 2008. En 2008, une charge de 192 322 \$ liée à la radiation de stocks comptabilisée au coût des marchandises vendues a aussi contribué à diminuer la marge brute.

Quant aux coûts indirects inclus au coût des marchandises vendues ils sont principalement fixes et sont composés du coût de location de la bâtisse utilisée aux fins de la production et des frais généraux connexes.

Des revenus de 171 549 \$ ont été enregistrés au quatrième trimestre comparativement à 438 188 \$ pour la même période l'année passé. Cette diminution du volume des ventes est principalement due au ralentissement économique observé dans l'industrie des équipements pour machinerie lourde.

Frais d'administration et généraux

Les frais d'administration s'établissent à 966 506 \$ pour l'exercice terminé le 30 septembre 2009 comparativement à 1 364 813 \$ pour la même période l'année dernière. Les principaux éléments composant les frais d'administration sont résumés ci-dessous :

	2009	2008
Salaires et avantages sociaux	268 710 \$	572 603 \$
Honoraires professionnels	227 441 \$	314 900 \$
Loyer	114 472 \$	177 654 \$
Frais de rémunération à base d'actions	128 313 \$	84 747 \$

La diminution des frais d'administration et des frais généraux est le résultat de la restructuration des opérations qui s'est effectuée en réduisant la superficie des espaces de bureaux et en diminuant les frais généraux, entre autres, par des concessions salariales de la part des cadres de la Société.

Frais de vente et de commercialisation

Quant aux frais de vente et de commercialisation, ils s'élèvent à 235 168 \$ en 2009 par rapport à 1 149 304 \$ pour la même période l'année dernière. La diminution découle de changements dans la structure et la stratégie au niveau des ventes (ententes OEM plutôt que des ventes directes). De plus, une importante radiation d'unités en démonstration a eu lieu au cours de l'exercice précédent, tandis qu'aucune ne fut nécessaire cette année.

Les frais de vente et de commercialisation pour le quatrième trimestre s'élèvent à 69 993 \$ comparativement à 643 890 \$ pour la même période en 2008. Cette diminution s'explique principalement par la radiation de certaines unités de démonstration constatée au cours de l'exercice précédent.

Radiation et provision pour moins-value sur les stocks

Dans le cadre de l'évaluation de son inventaire, la Société a déterminé qu'aucune provision pour moins-value n'était nécessaire pour l'exercice financier 2009. La Société a radié un montant de 287 452 \$ d'inventaire désuet en 2008.

Frais de développement

Les frais de développement comptabilisés directement aux résultats au cours de l'exercice s'établissent à 75 147 \$, nets d'un crédit d'impôt à la recherche et développement de 30 000 \$, comparativement à 113 027 \$, net d'un crédit d'impôt à la recherche et au développement de 17 200 \$, en 2008. La Société poursuit le développement de la Série 5000 et des autres séries. Les Séries 2000 et 3000 sont maintenant commercialisées.

Les frais de développement au quatrième trimestre ont été de 9 092 \$ pour 2009 et de 9 583 \$ pour 2008.

Frais financiers

Les frais financiers ont totalisé 586 495 \$ pour l'exercice 2009 comparativement à 430 877 \$ pour 2008. Les frais financiers ont augmenté à la suite de l'accroissement de la dette comparativement à l'an dernier. La Société a aussi obtenu un financement à court terme de ses

commandes-clients et de ses crédits d'impôts à la recherche et développement. De plus, la pénalité payée sur le renouvellement d'une débenture non-convertible s'est ajoutée aux frais financiers.

Au quatrième trimestre, les frais financiers étaient de 137 896 \$, comparativement à 102 391 \$ pour la même période l'année passée, tel qu'expliqué au paragraphe précédent.

Amortissement des immobilisations corporelles

L'amortissement des immobilisations corporelles se chiffre à 90 616 \$ en 2009 comparativement à 82 892 \$ pour la même période l'année précédente. Il n'y a pas eu de variation significative cette année comparativement à l'année dernière, cela s'expliquant par le peu d'acquisitions durant ces deux exercices.

L'amortissement au quatrième trimestre de 2009 totalise 21 817 \$ par rapport à 19 791 \$ pour la même période en 2008, les acquisitions d'immobilisations ayant été comparables à celles de l'année précédente.

Amortissement des autres actifs

L'amortissement des autres actifs, composés de brevets et de frais de développement, s'établit à 49 228 \$ en 2009 comparativement à 186 839 \$ pour l'exercice terminé le 30 septembre 2008. La charge d'amortissement est principalement reliée aux frais de développement capitalisés. Ils sont amortis de façon linéaire sur une période de trois ans commençant au début du processus de commercialisation des produits afférents. La majorité des projets afférents aux Séries 2000 et 3000 sont maintenant entièrement amortis, réduisant de ce fait la dépense de cette année.

L'amortissement des autres actifs au cours du quatrième trimestre s'établit à 7 734 \$ comparativement à 32 770 \$ pour la même période en 2008. Il y a eu très peu d'ajouts aux autres actifs au cours du trimestre et les actifs capitalisés antérieurement ont été entièrement amortis.

Autres revenus et dépenses

Les autres revenus totalisent 84 901 \$ en 2009 versus 77 384 \$ l'année dernière. Les revenus d'intérêts de 323 \$ (17 440 \$ en 2008) proviennent de l'intérêt généré par des dépôts en espèces auprès d'institutions financières canadiennes. De plus, la Société a généré des revenus de location s'établissant à 18 457 \$ (31 891 \$ en 2008) découlant de la sous-location d'une partie des locaux actuels de Power Tech. Ces locaux ne sont désormais plus sous-loués. La portion *revenu* de la subvention de Développement Économique Canada s'élève à 21 388 \$ en 2009 (20 067 \$ en 2008).

La Société a également enregistré un gain de change de 44 733 \$ (3 682 \$ en 2008) en raison de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain au cours de la dernière année.

Au quatrième trimestre, les autres revenus se sont établis à 22 085 \$ par rapport à 10 000 \$ pour la même période l'année dernière. Ces revenus sont essentiellement composés de la subvention de Développement Économique Canada reçue en septembre 2009.

Perte nette

La perte nette pour l'exercice terminée le 30 septembre 2009 est de 1 573 799 \$ comparativement à 3 066 529 \$ pour la même période l'année dernière. Cette diminution de la perte comparativement à 2008 provient de la restructuration des opérations de la Société, tant par la réduction de son personnel, de ses espaces de bureaux et d'entrepôt que par la réduction des frais de vente et d'administration.

La perte du quatrième trimestre est de 375 203 \$ comparativement à 1 378 268 \$ en 2008. En plus de la réduction des frais d'administration du trimestre, une provision prise en 2008 pour la radiation d'unités désuètes de l'inventaire ne fut pas nécessaire cette année.

Sommaire des résultats trimestriels

Trimestres terminés le	Revenus	Perte nette	Perte nette par action	
			De base	Diluée
	\$	\$	\$	\$
30 septembre 2009	171 549	(375 203)	(0.01)	(0.01)
30 juin 2009	230 838	(417 369)	(0.01)	(0.01)
31 mars 2009	126 105	(456 057)	(0.01)	(0.01)
31 décembre 2008	423 059	(325 170)	(0.01)	(0.01)
30 septembre 2008	438 188	(1 378 268)	(0.03)	(0.03)
30 juin 2008	542 005	(563 663)	(0.02)	(0.02)
31 mars 2008	392 154	(553 088)	(0.01)	(0.01)
31 décembre 2007	84 932	(571 510)	(0.02)	(0.02)

Au 30 septembre, les informations au sujet des actions en circulation sont résumées dans le tableau ci-dessous:

	2009	2008
Actions ordinaires en circulation	46 687 541	39 409 908
Options d'achat d'actions en circulation ⁽¹⁾	2 495 600	1 994 265
Bons de souscription en circulation ⁽¹⁾	5 910 450	5 957 574
Actions ordinaires en circulation sur une base diluée	55 093 591	47 361 747

⁽¹⁾ Ces options et ces bons de souscription n'ont pas été inclus dans le calcul de la perte diluée par action, car l'inclusion de ces instruments financiers aurait un effet anti-dilutif.

a) Placement privé

La Société a conclu un placement privé dans le cadre duquel 6 482 500 unités ont été émises pour un montant total de 648 250 \$ dont 434 629 \$ pour les actions et 213 621 \$ pour les bons de souscription reliés aux unités. Chaque unité comprend une action ordinaire et un demi bon de souscription qui permet au détenteur de souscrire, en tout temps dans les douze mois suivant la date de clôture, à une action ordinaire au prix de 0,20 \$. Le placeur pour compte a reçu 500 000 unités en lien avec ce placement privé. Ces unités sont soumises aux mêmes conditions que celles émises dans le cadre du placement privé et ont été évaluées à 32 251 \$ et les bons de souscription à 17 749 \$. Les valeurs attribuées aux bons de souscription ont été déterminées au moyen du modèle Black-Scholes.

b) Conversion d'intérêts accumulés sur des débetures convertibles

La Société a émis 295 133 actions ordinaires en paiement d'intérêts accumulés sur la débeture convertible émise le 29 septembre 2006 pour un montant de 71 164 \$. Conformément aux modalités de la débeture, le prix des actions ordinaires émises a été déterminé selon la moyenne pondérée du prix des actions ordinaires de la Société pendant les 20 jours précédant la date de paiement des intérêts représentant un prix de conversion de 0,2411 \$.

Bilan

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Au 30 septembre 2009, la trésorerie et les équivalents de trésorerie s'établissaient à 329 944 \$ comparativement à 370 821 \$ au 30 septembre 2008. La diminution est principalement due à la perte de l'exercice, au délai en vue de l'obtention de financement additionnel et au ralentissement économique général dans l'industrie de la construction.

Actifs à court terme

Les actifs à court terme sont passés à 990 822 \$ au 30 septembre 2009 comparativement à 1 454 563 \$ au 30 septembre 2008. La baisse est principalement due à la diminution des comptes débiteurs comparativement à l'année dernière et à la réduction de l'inventaire en raison d'une meilleure gestion des délais de production.

Passifs à court terme

Les passifs à court terme ont augmenté passant de 1 377 832 \$ au 30 septembre 2008 à 3 053 944 \$ au 30 septembre 2009. L'augmentation est attribuable à la débenture et à la composante passif des débentures convertibles qui viennent à échéance au cours du prochain exercice. La réduction des comptes créditeurs et des frais courus vient atténuer l'augmentation du passif à court terme.

Également, la Société a reçu un dépôt de 107 943 \$ de NPK qui a été comptabilisé à titre de revenus reportés. La diminution depuis l'année dernière est due à la livraison de plusieurs unités de PicBuckets[®] de version NPK. Une fois que les PicBuckets[®] sont disponibles à la commercialisation, ces montants sont imputés contre les unités livrées.

Immobilisations corporelles

Globalement, les immobilisations corporelles sont passées de 212 175 \$ à 127 427 \$ en 2008. Au cours de l'exercice, les acquisitions d'immobilisations corporelles ont totalisé seulement 5 868 \$. Ainsi, la diminution de 2009 comparativement à 2008 s'explique principalement par un amortissement de 90 616 \$.

Actifs incorporels

Les actifs incorporels de la Société sont constitués de propriétés intellectuelles, notamment les brevets relatifs à la propriété intellectuelle supportant le PicBucket[®] et le PicHammer[®]. Au cours des derniers mois, la Société a déposé une demande formelle dans un certain nombre de pays pour son troisième et plus récent brevet. Au début du deuxième trimestre de 2007, la Société a commencé à engager des frais associés à ces demandes officielles, qui sont amortis sur la durée de vie utile des nouveaux brevets (échéance en juillet 2025).

La valeur de ces actifs incorporels s'élève à 135 201 \$ au 30 septembre 2009 comparativement à 136 970 \$ au 30 septembre 2008. Les actifs incorporels demeurent sensiblement les mêmes en raison des coûts associés au troisième brevet.

Frais reportés

Les frais de développement reportés sont maintenant complètement amortis au 30 septembre 2009 comparativement à un montant de 31 147 \$ en 2008. Comme mentionné précédemment, tous les projets de développement dont les produits sont actuellement disponibles

à la vente, soient les Séries 1000, 2000, 3000 et 5000 incluant leurs outils, sont maintenant pleinement amortis. Actuellement, les efforts de développement sont concentrés principalement sur la mise au point des nouvelles gammes de produits.

Dettes à long terme

Au cours de l'exercice, la Société a refinancé sa débenture non convertible pour un montant total de 600 000 \$ comparativement à un montant de 400 000 \$ au 30 septembre 2008. Cette transaction s'est traduite par une entrée de fonds supplémentaire en capital de 100 000 \$, par la capitalisation des intérêts courus de l'ancienne débenture pour un montant de 59 737 \$ et par la capitalisation d'intérêts additionnels pour défaut de paiement de 40 263 \$. Cette débenture vient à échéance en mars 2010.

Au niveau des débentures convertibles, un détenteur a accepté de reporter le paiement des intérêts dus pour la période allant du 3 août 2007 au 2 août 2009 payables en espèces pour un montant de 427 888 \$. Ces intérêts seront payables à l'échéance de cette débenture, soit le 2 août 2010. En date du 23 mars 2009, le taux d'intérêt sur cette débenture est passé de 11 % à 13%. Les intérêts payables le 29 septembre 2008 au montant de 71 164 \$ ont été convertis en actions ordinaires de la Société.

Au cours de l'exercice, la Société a encaissé une contribution de Développement Économique Canada au montant de 45 932 \$ qui ne porte pas intérêts et qui est remboursable 24 mois suivant le moment où les projets sous-jacents sont complétés et ce, en 10 versements semestriels égaux selon des dates fixes prévues au contrat. Les deux prêts sans intérêt de Développement Économique Canada ont une valeur comptable de 105 282 \$.

Liquidités et ressources financières

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation

Les flux de trésorerie utilisés par les activités d'exploitation totalisent 795 128 \$ pour l'année courante. L'utilisation de ces flux de trésorerie s'explique principalement par les dépenses encourues relativement aux frais de vente, de commercialisation, de développement des affaires et d'administration.

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

Au cours de l'exercice 2009, les activités d'investissement ont utilisé des liquidités de 22 180 \$, consistant principalement en l'acquisition d'immobilisations corporelles (5 868 \$), d'actifs incorporels (9 696 \$) et de frais de développement (6 616 \$)

En 2008, les liquidités utilisées par les activités d'investissement ont totalisé 269 022 \$.

Flux de trésorerie liés aux activités de financement

Les activités de financement pour l'année 2009 ont généré des liquidités de 776 431 \$ versus 1 298 588 \$ pour 2008. Au cours de l'exercice, la Société a émis une débenture au montant de 600 000 \$, dont 100 000\$ ont été encaissés par la Société. De plus, la Société a émis 6 482 500 unités, dans le cadre du placement privé décrit précédemment, qui ont généré un produit d'émission brut de 648 250 \$. Au cours de l'exercice précédent, la Société avait également émis des unités dans le cadre d'un placement privé qui avait généré un produit brut de 890 000 \$.

Position financière

En date du 30 septembre 2009, la Société dispose d'un fonds de roulement négatif de 2 063 122 \$ incluant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au montant de 329 944 \$ comparativement à un fond de roulement positif de 76 731 \$ l'année dernière. La principale raison de la diminution du fonds de roulement découle des débentures convertibles et non-convertibles émises à SIPAR et venant à échéance au cours du prochain exercice pour un montant de 2 573 044 \$ ainsi que des pertes accumulées de la Société.

Bien que la Société estime être en mesure de générer des revenus suffisants à court et moyen terme, il faut considérer que la Société a subi des pertes importantes depuis sa constitution. Actuellement, la Société travaille à restructurer son financement à long terme et à obtenir du financement additionnel afin de se doter de ressources financières suffisantes pour réaliser son projet d'acquisition d'entreprise et son plan d'affaires pour les 12 à 24 prochains mois. Toutefois, considérant la crise financière actuelle et les conditions économiques difficiles, il pourrait être difficile pour la Société de générer des capitaux propres additionnels à court terme. La Société regarde actuellement la possibilité de conclure divers financements, autant sous formes de capitaux propres que par dette. La Société a également pris des mesures concrètes pour réduire les sorties de liquidités jusqu'à ce qu'elle soit en mesure d'obtenir du financement additionnel.

Toutefois, la capacité de générer des capitaux à moyen et à long terme suffisants dans le futur dépend de divers facteurs, dont la conjoncture économique générale, les progrès technologiques, l'acceptation par le marché de ses technologies et la concurrence, en plus des autres risques mentionnés à la rubrique « risques et incertitudes ».

Engagements

En date du 30 septembre 2009, la Société est partie à des engagements pour la location d'équipements, de véhicules et d'une bâtisse. La Société a également des obligations découlant de son financement à long terme.

Engagements	\$
2010	83 360
2011	82 861
2012	72 144
2013	60 000
2014	35 000
<hr/>	
Dette à long terme	\$
2010	2 117 751
2011	1 026 875
2012	35 997
2013	35 997
2014	18 246
2015	9 123

Transactions entre apparentés

Engagements

Un bail relié à la location de la place d'affaires de la Société a été conclu avec 6316123 Canada Inc., une société qui était détenue à 20% par Carol Murray, président et chef de la direction de Corporation Power Tech Inc. et Pierre Gagnon, vice-président opérations de Corporation Power Tech Inc. jusqu'au 30 avril 2009, date à laquelle les actionnaires ont cédé leur participation dans 6316123 Canada Inc. à un tiers non apparenté. De plus, ces personnes sont également des actionnaires importants de la Société. Au 30 septembre 2009, un montant de 173 023 \$ a été versé par Power Tech à cette société comparativement à 288 331 \$ pour l'année 2008. Ce bail fut conclu dans le cours normal des affaires et a été négocié selon les conditions qui prévalaient alors sur le marché.

Transition aux normes IFRS

La Société a élaboré un plan de passage aux IFRS. Nous avons complété la première étape de ce plan qui consiste principalement à identifier les principales différences entre les normes actuelles et les IFRS. Actuellement, nous évaluons que l'impact du passage aux normes IFRS n'aura pas d'incidences majeures sur nos systèmes et nos processus d'affaires. Toutefois, nous comptons au cours de l'été 2010 terminer notre évaluation des principales différences entre les normes actuelles et les IFRS et ce, en vue de dresser le bilan d'ouverture de la Société selon les normes IFRS à compter du 1^{er} octobre 2010. Les IFRS en vigueur à la date d'adoption sont susceptibles de différer des IFRS actuels, alors qu'il y a plusieurs projets d'amendements aux normes IFRS actuelles. Ultiment, nous dresserons nos états financiers consolidés conformément aux IFRS à compter du 1er octobre 2012.

Nouvelles conventions comptables

ADOPTÉES EN 2009

Stocks

Au cours de l'exercice, la Société a adopté le chapitre 3031 « Stocks », qui remplace le chapitre 3030 « Stocks ». Le nouveau chapitre indique que les stocks devront être évalués au plus faible du coût et de la valeur de réalisation nette et font l'objet d'une reprise d'une dépréciation antérieure lorsque la valeur des stocks augmente. Des informations plus détaillées relativement aux stocks et au coût des marchandises vendues seront également fournies. L'adoption de ces recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Société, à l'exception de divulgations additionnelles requises en vertu de cette norme.

Écarts d'acquisition et actifs incorporels

Au cours de l'exercice, la Société a adopté le chapitre 3064 « Écarts d'acquisition et actifs incorporels ». Le nouveau chapitre confirme qu'au moment de leur constatation initiale, les actifs incorporels doivent être comptabilisés à titre d'actifs seulement s'ils répondent à la définition d'un actif incorporel et aux critères de comptabilisation. En ce qui a trait à l'évaluation ultérieure des actifs incorporels, les écarts d'acquisition et les informations à fournir, le chapitre 3064 reprend l'essentiel des recommandations de l'ancien chapitre 3062 « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels ». L'adoption de cette nouvelle norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

*Instrument*s financiers

Au cours de l'exercice, la Société a adopté le CPN-173 « Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers ». Selon ce nouvel abrégé, le risque de crédit propre à l'entité et le risque de crédit de la contrepartie devraient être pris en compte dans la détermination de la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers, y compris les instruments dérivés. L'adoption de cette nouvelle norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

RÉCEMMENT PUBLIÉES

*Instrument*s financiers

Le chapitre 3862 « Instruments financiers – informations à fournir » a fait l'objet de certaines modifications qui entraîneront la divulgation d'informations supplémentaires concernant les évaluations de la juste valeur des instruments financiers et le risque de liquidités. Ces nouvelles modifications s'appliqueront à compter de l'exercice qui se terminera le 30 septembre 2010. La direction prévoit que l'application de ces modifications n'aura pas d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

ADOPTÉES EN 2008

Capital

Le chapitre 1535 « Informations à fournir concernant le capital » établit les normes relatives à l'information à fournir le capital d'une entité et la façon dont il est géré.

Selon ces nouvelles normes, une entité doit fournir les informations suivantes :

- ses objectifs, politiques et procédures de gestion du capital;
- des données quantitatives sommaires sur les éléments inclus dans la gestion du capital;
- le fait qu'elle s'est conformée au cours de l'exercice aux exigences en matière de capital auxquelles elle est soumise;
- si elle ne s'est pas conformée à ces exigences, les conséquences d'une telle inapplication.

*Instrument*s financiers

Le chapitre 3862 « Instruments financiers – informations à fournir » modifie les obligations d'information à fournir relativement aux instruments financiers qui étaient auparavant dans le chapitre 3861 « Instruments financiers – informations à fournir et présentation ». Selon ce nouveau chapitre, une entité doit fournir dans ses états financiers des informations qui permettent aux utilisateurs d'évaluer :

- l'importance des instruments financiers sur sa situation financière et sa performance financière;

- la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers auxquels elle s'est exposée au cours de l'exercice et à la date de clôture, ainsi que la façon dont elle gère ces risques.

Le chapitre 3863 « Instruments financiers – présentation » reprend telles quelles les directives de présentation de l'ancien chapitre 3861 « Instruments financiers – informations à fournir et présentation ».

Outre les divulgations requises en vertu des chapitres décrits précédemment, l'adoption de ces nouvelles normes n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

Principales conventions et estimations comptables

La préparation des états financiers selon les PCGR nécessite de la part de la direction l'utilisation d'estimations et d'hypothèses qui ont un effet sur les montants d'actif et de passif portés aux états financiers, sur la divulgation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers ainsi que sur les montants déclarés des revenus et des charges durant la période visée. Ces estimations sont basées sur l'expérience de la direction et sur d'autres hypothèses qu'elle croit être raisonnable dans les circonstances. Les lecteurs sont priés de se référer à la note 4 des états financiers annuels consolidés pour l'exercice terminé le 30 septembre 2009, pour une description de toutes les conventions et estimations comptables critiques. Plus précisément, la direction de Power Tech a identifié les estimations comptables critiques suivantes:

Hypothèse de la continuité de l'exploitation

Les états financiers consolidés ont été dressés par la direction en conformité avec les principes comptables généralement reconnus du Canada selon l'hypothèse de la continuité de l'exploitation, qui suppose que la Société sera en mesure de réaliser ses biens et d'acquitter ses obligations dans le cours normal de ses affaires dans un avenir prévisible. L'utilisation de ces principes pourrait ne pas convenir puisque, au 30 septembre 2009, il existait une incertitude importante quant à la capacité de la Société à poursuivre ses activités sans l'obtention de financement additionnel.

La Société a subi des pertes d'exploitation de 1 573 799 \$ au cours de l'exercice [3 066 529 \$ en 2008] et a cumulé un déficit de 13 656 807 \$ au 30 septembre 2009 [12 033 008 \$ en 2008]. En conséquence, la Société prévoit avoir des besoins futurs en capitaux, spécifiquement pour le développement et la commercialisation de ses technologies, pour réaliser l'acquisition d'entreprise décrite à la note 22, pour rembourser ses débentures et sa dette à long terme et possiblement, selon le niveau de croissance des ventes au cours de la prochaine année, pour rencontrer ses obligations dans le cours normal des affaires. La Société désire financer ses besoins futurs de capitaux principalement au moyen des fonds disponibles et des fonds générés par son exploitation et si nécessaire, par la réalisation de financement additionnel. La capacité de générer des capitaux à court et à long terme suffisants dépend de divers facteurs, dont la conjoncture économique générale, les progrès technologiques, l'acceptation par le marché de ses produits et la concurrence. Rien ne garantit que la Société pourra générer des capitaux à court et à long terme à des conditions satisfaisantes pour la Société.

Les présents états financiers consolidés ne comportent aucun redressement ni reclassement d'éléments d'actif et de passif qui pourraient s'avérer nécessaires si la Société se montrait incapable de poursuivre ses activités.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Le coût des stocks comprend les matières premières, la main-d'œuvre directe et les frais généraux de fabrication. La valeur nette de réalisation correspond au coût de remplacement en ce qui a trait aux matières premières.

Dépréciation d'actifs à long terme

Lors de circonstances ou d'événements importants pouvant indiquer une perte de valeur, la Société réévalue la valeur comptable des actifs à long terme. Une perte de valeur existe lorsque la valeur comptable de l'actif excède les flux monétaires futurs non actualisés que procurera cet actif. Le montant de toute perte de valeur représentant l'excédent de la valeur comptable nette sur la juste valeur est imputé aux résultats consolidés de l'exercice.

Au 30 septembre 2009, la Société a effectué un test de dépréciation et aucune perte de valeur n'a été identifiée.

Rémunérations et autres paiements à base d'actions

La Société offre un régime d'options d'achat d'actions comme outil efficace de rémunération des employés, administrateurs, consultants et fournisseurs de la Société.

La Société constate une charge de rémunération à l'égard des options d'achat d'actions octroyées en vertu du régime qui ne prévoit pas un règlement en espèces. Ces options sont évaluées à la juste valeur au moyen du modèle d'évaluation Black-Scholes à la date d'attribution et cette juste valeur est constatée à titre de charge sur la période allant de la date d'attribution jusqu'à la date où les droits à l'attribution sont acquis. Ces frais sont inclus dans la rémunération à base d'actions et crédités au surplus d'apport. Lorsque les options sont exercées, le produit reçu par la Société, ainsi que le montant correspondant du surplus d'apport, sont crédités au capital social.

La direction de la Société doit poser diverses hypothèses qui peuvent affecter les résultats de l'évaluation des options, considérant que la Société a peu de données historiques sur son titre et que le volume transigé sur le marché est relativement faible. En conséquence, la Société a utilisé des hypothèses selon son meilleur jugement en utilisant des comparables sur le marché et d'autres sources d'information disponibles.

Instruments financiers

Comme mentionné précédemment, la Société a appliqué les nouvelles normes émises par l'ICCA concernant les instruments financiers. La Société a utilisé divers instruments financiers depuis le début de ses opérations. L'évaluation de ces instruments financiers requiert l'établissement

d'hypothèses par la direction qui ont été déterminées selon leur meilleur jugement, à partir des informations pertinentes disponibles.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le président et chef de la direction et le vice-président administration et finances ont évalué l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information (tel que défini dans le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires) au 30 septembre 2009 et ont conclu que les contrôles et procédures fournissaient une assurance raisonnable que l'information relative à la Société est communiquée à la direction de la Société, en particulier pendant la période où les documents annuels sont établis.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers selon les PCGR. Le président et chef de la direction et le vice-président administration et finances ont effectué une évaluation afin de déterminer si la Société a, au cours de l'exercice terminé le 30 septembre 2009, apporté des modifications à ce mécanisme de contrôle qui ont eu ou pourraient vraisemblablement avoir sur ce dernier des effets notables. Aucune modification de ce genre n'a été identifiée à partir de leur évaluation.

En raison de la taille de l'entreprise et des effectifs limités, y compris le fait que le chef des finances est le seul employé au département de finances et à la comptabilité, la Société est limitée au niveau de la ségrégation des tâches, composante importante que l'on retrouve généralement dans un environnement efficace des contrôles internes.

Risques et incertitudes

Il y a un nombre de risques et incertitudes auxquels la Société est sujette compte tenu de la technologie et des produits associés et du stade de développement de ceux-ci. Les affaires de Power Tech seront sujettes à certains risques inclus mais non limités aux suivants:

Vulnérabilité quant à la protection de la technologie exclusive - Les brevets associés au PicBucket[®] et aux procédés de fabrication peuvent s'avérer insuffisants ou apporter des contestations provenant de tiers.

Capital additionnel - Au cas où ces plans changeraient ou la croissance des revenus serait plus lente que prévu, il est possible qu'un financement additionnel soit nécessaire. Il n'y a aucune garantie que ce financement sera disponible à des conditions acceptables pour la Société et avec des termes qui faciliteront sa croissance.

La concurrence, la désuétude technologique – Des progrès technologiques et le développement des produits par la concurrence peuvent avoir pour effet de rendre vétustes les produits de la Société ou d'en réduire leur valeur.

La gestion de la croissance et le développement de marché - Il n'y a aucune garantie que la Société puisse développer son marché de façon significative, affectant ainsi sa rentabilité. La croissance rapide du champ d'activité de la Société pourrait avoir pour effet de créer des pressions significatives sur la direction, sur les opérations et les ressources techniques.

Vulnérabilité face à la demande - Power Tech tirera la majorité de ses revenus de la vente de ses équipements d'excavation et de produits connexes. Par conséquent, la Société est particulièrement vulnérable aux fluctuations de la demande à l'égard d'équipements d'excavation. Donc, si la demande à l'égard de ces équipements d'excavation et de ses produits connexes diminue de façon importante, l'entreprise et les résultats d'exploitation pourraient être touchés de façon défavorable.

Établissement des prix en fonction du marché - Le marché très concurrentiel dans lequel la Société compte faire des affaires pourrait amener celle-ci à réduire ses prix. Si ses concurrents offrent de gros escomptes sur certains produits afin de reprendre des parts de marché ou d'en gagner de nouvelles ou de vendre d'autres équipements d'excavation, Power Tech pourrait devoir baisser ses prix et offrir d'autres modalités favorables afin de demeurer concurrentiel sur le marché.

Devises étrangères - la Société vend ses produits en dehors du pays et ses revenus et la rentabilité de ses ventes à l'extérieur du pays sont parfois sujets à des fluctuations de l'évaluation des devises.

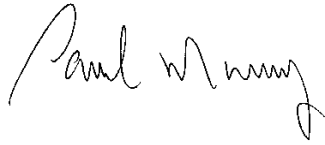
Importance et coûts de la main-d'œuvre – Power Tech dépendra des services de ses employés techniques et de son personnel de direction clé. La perte de l'une de ces personnes pourrait avoir une incidence défavorable importante pour l'entreprise.

Les acquisitions – La Société pourrait procéder à des acquisitions sélectives de produits ou d'entreprises qui, selon elle, complètent ses propres activités. Il est possible que l'entreprise ne soit pas encore en mesure de repérer des possibilités d'acquisitions appropriées à des prix raisonnables, qu'elle ne soit pas en mesure de réaliser une acquisition ou encore intégrer avec succès à ses activités un produit ou une entreprise acquise.

Anomalies et imperfections des produits - Les produits qui seront fabriqués et distribués par la Société sont complexes et, par conséquent, peuvent contenir des anomalies ou imperfections qui pourraient être décelées à tout moment du cycle de vie d'un produit.

Information prospective

Certaines sections de ce rapport de gestion peuvent contenir de l'information prospective. Les déclarations formulées d'après les attentes actuelles de la direction comportent des risques et des incertitudes inhérentes, connus ou non. Les résultats futurs pourraient être différents de ce qui est prévu.



Carol Murray
Président et chef de la direction



Nick Cristiano CA
Vice-président administration et finances

Terrebonne, Québec, le 21 janvier 2010